

Cercle Condorcet de Paris La Lettre

<http://cercle-condorcet-de-paris.org>

lettre N°43 décembre 2017

Édito

L'élection présidentielle française est passée. Les partis traditionnels ont été défaits. Ce sont autant leurs pratiques que leurs programmes qui ont été contestés. Les élections législatives ont conforté le parti du Président, envoyant à l'Assemblée Nationale un grand nombre de nouveaux députés, pour la plupart sans expérience de parti. On peut concéder à Monsieur Macron d'avoir réussi une « révolution », pour paraphraser son livre. En effet, son mouvement veut opérer une fusion d'idées et de projets de droite et de gauche, avec l'ambition de dépasser les « vieux clivages ». Il bénéficie de l'embellie économique déjà engagée et d'une sorte de tétanie qui a saisi les oppositions. Il n'y a peut-être que sur l'Europe que ses positions se démarquent, par son optimisme, de celles de bon nombre des opposants, en France et ailleurs. Cet optimisme est sans doute la

clé de son succès, même s'il ne suffira pas. C'est ce qu'a montré le débat sur l'Europe lors de notre trentième anniversaire.

Nos plénières ont mis en exergue, avec Hervé Le Bras, les composantes historiques et sociales des différents électorats qui peuvent expliquer les résultats des élections présidentielles et législatives. Emmanuel Macron, de ce point de vue, n'est pas une exception, représentant plutôt bien une volonté majoritaire des électeurs. Il a su, comme l'annonçait Stéphane Rozès, représenter l'imaginaire Français.

Les élections allemandes, analysées par Hans Stark, montrent, derrière des évolutions marquées, notamment en faveur de l'extrême-droite, une érosion régulière des deux grands partis et plus particulièrement celle du SPD. L'incertitude en vient à régner sur les coalitions possibles pour gouverner.

Deux plénières, présentées sur notre site, ont traité des inégalités, avec Louis Maurin et de la question du logement et de la pauvreté avec Manuel Dommergues de la Fondation Abbé Pierre. On se rend compte, avec les premiers pas du nouveau gouvernement, que ces questions restent, quoi qu'il en dise, des impensés. Michel Cabirol nous a par ailleurs dressé un tableau de la difficile transition énergétique : le débat continue !

Enfin, nous rendons hommage à Françoise Héritier qui fut une de nos grandes intervenantes.

Bernard Wolfer, Président

Sommaire

Édito

par Bernard Wolfer p. 1

Plénière

Le Cercle Condorcet de Paris a 30 ans p. 2

Plénière

L'élection présidentielle comme représentation de l'imaginaire français
par Stéphane Rozès p. 4

Plénière

Une vieille histoire de représentation politique
par Hervé le Bras p. 5

Plénière

La transition énergétique en questions
par Michel Cabirol p. 7

Plénière

La scène allemande après les élections fédérales
par Hans Stark p. 9

Hommage

à Françoise Héritier
par Bernard Wolfer p. 12

LE CERCLE CONDORCET DE PARIS A FÊTÉ SES TRENTE ANS

Réuni pour l'occasion au Carreau du Temple, le Cercle Condorcet de Paris a fêté ses 30 ans devant un parterre de membres et d'amis aussi chaleureux qu'attentifs.

Fidèle à sa tradition, cet anniversaire a pris, ce jour là, la forme de deux réunions plénières : - une première, animée par par Michel Cabirol avec Jean-Pierre Pagé et Bernard Wolfer sur le thème « Le Cercle Condorcet de Paris, 30 ans d'histoire : pensée, débats et actions - au delà des enjeux partisans ? » puis une seconde, consacrée à l'Europe, animée par Bernard Wolfer avec Jean-Michel Ducomte, Guillaume Duval, Jean Quatremer et Denis Macshane.

C'est donc tout d'abord l'histoire du Cercle Condorcet de Paris qui a été retracée, depuis sa fondation à l'initiative de la Ligue de l'Enseignement, avec pour pères fondateurs, Michel Morineau et Claude Julien, jusqu'à nos jours.

Si les questions de la laïcité et de l'école ont marqué les débuts, bien d'autres questions de société, de pensée aussi, ont jalonné son développement. Celles-ci ont été décrites dans une brochure¹ publiée à cette occasion. On y trouve par ailleurs la liste des membres fondateurs, et les références de la plupart des publications du Cercle.

Nous avons tenté ainsi, au cours de cette plénière de faire une sorte de bilan de ces trente ans, du rôle que le Cercle a pu jouer pour ses membres mais aussi sur les scènes publiques. Les exposés et le débat sont à disposition sur le site. Ils témoignent certes de

la vitalité du Cercle, mais aussi des changements que nécessitent désormais les modes de pensée, de travail et de publicisation.

Ce qui demeure, sans doute, c'est l'utilité de débats ouverts, controversés et ce sans qu'ils soient conclusifs (Philippe Lazar). Les propositions qui découlent de nos travaux sont offertes au débat : ceci est la clé de notre identité.

Nous ne sommes pas un groupe de pouvoir, d'influence, au sens coutumier, mais plutôt un catalyseur de pensée, voire un lieu de transmission. C'est ce qui nous place plutôt dans une catégorie de laboratoire d'idées, l'action et ses enjeux restant de l'initiative de chacun.

Le Cercle Condorcet de Paris n'est pas seul. De nombreux cercles Condorcet ont été créés, en province, mais aussi parfois à l'étranger. S'ils ont des ressemblances avec celui de Paris, les circonstances locales, ou historiques, de leur création leur donnent aussi des contours particuliers où l'action, notamment pour défendre la laïcité, est souvent présente.

Les conversations avec ces Cercles ont montré la richesse de cette diversité et à tout le moins, la nécessité, partout, de créer des lieux de réflexion et de débats citoyens. Ce qui n'est pas acquis, c'est de pouvoir y accueillir une réelle diversité de citoyens, d'âges, de conditions, d'origines.

Le second débat² a été consacré à l'Europe : L'Europe est-elle encore l'horizon de nos nations ? Aller de l'union à la désunion est-il inéluctable ? Animé par Bernard Wolfer, il a réuni Jean-Michel Ducomte, Guillaume Duval, Jean Quatremer et Denis Macshane.

L'Europe est depuis longtemps un sujet de

¹- La brochure "Les 30 ans du Cercle Condorcet de Paris" est disponible au format électronique sur le site du Cercle : <http://cercle-condorcet-de-paris.org>

réflexion et de travaux privilégié du Cercle Condorcet de Paris.

Autant nous avons souvent émis des propositions qui marquaient notre espoir d'une Europe plus démocratique, plus solidaire, autant la période récente a pu faire place aux doutes : le Brexit, les tendances aux replis nationalistes et au populisme dans plusieurs pays, manifestent un certain rejet de l'idée européenne et de la capacité de cette union à offrir des lendemains meilleurs aux 510 millions de citoyens de cet ensemble unique au monde.

Pendant longtemps, nous avons cru que les crises traversées obligerait les gouvernements à trouver des solutions qui permettraient de dépasser les clivages et les égoïsmes nationaux. Mais la nouveauté réelle provient de la tentation pour certains de quitter l'Europe : le Royaume-Uni vient d'en décider ainsi.

Conçue comme un espace de paix et de prospérité, l'Union Européenne (UE) pourrait-elle disparaître ? Au cours de ce débat, les différents intervenants ont exprimé leurs analyses de l'évolution de l'UE, de ses forces et de ses faiblesses.

S'ils s'accordent pour dire le formidable progrès, social, économique et politique que constitue l'UE, ils voient dans les évolutions récentes l'issue de faiblesses rémanentes de sa construction.

Pour Denis MacShane, ancien ministre britannique des affaires européennes, le gouvernement Cameron a eu tort de soumettre à référendum le Brexit : le référendum est une machine à coaliser les mécontentements. Il est convaincu que le Royaume-Uni va souffrir de cette rupture, tout comme, pour d'autres raisons, le reste de l'UE. Il témoigne à haute voix que chaque pays de l'UE est plus fort en qualité de partie de l'UE que comme nation particulière.

²- L'enregistrement vidéo de cette réunion exceptionnelle est visible sur le site du Cercle.

Jean Quatremer, correspondant de Libération à Bruxelles, fait porter une large part des torts à la Grande Bretagne, nation trop idéologique à son goût, et estime que son départ peut aider l'UE à se relancer autour de projets communs, ce que refusait le plus souvent le Royaume-Uni.

Première puissance économique du monde, l'UE manque certes d'une puissance politique affirmée, mais cette dernière devient possible, dans ce monde où les leaders traditionnels s'effritent et où les nouveaux cherchent leurs marques. Il dépend encore de l'Allemagne et de la France de proposer une direction à l'Europe, si les égoïsmes nationaux trouvent des issues positives dans des politiques européennes. Mais il croit encore nécessaires les décisions prises par le haut.

Jean-Michel Ducomte estime qu'il devient de plus en plus nécessaire de remplacer la construction technocratique originelle de l'Union par davantage de démocratie. Les peuples européens ne se reconnaissent plus dans le projet européen qui paraît s'éloigner de leurs aspirations, sociales et économiques.

Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives Economiques, estime que l'UE s'est éloignée de ses objectifs initiaux en se soumettant à l'ordo-libéralisme allemand. Certes la crise de 2008 a été jugulée par la mise en place de mécanismes budgétaires et monétaires européens efficaces, mais l'essentiel du résultat va vers l'Allemagne avec son très important excédent. L'Europe est déséquilibrée. De plus les excédents européens ne sont pas transformés en investissements européens, retardant d'autant une relance économique et environnementale, pourtant nécessaire.

Le débat, d'abord entre les intervenants puis avec la salle, approfondissant les convergences mais aussi les controverses, a montré qu'il restait, malgré tout, bien des voies de progression pour l'Europe. Elles mériteraient d'être toujours débattues.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE COMME REPRÉSENTATION DE L'IMAGINAIRE FRANÇAIS

Stéphane Rozès¹

Depuis 1962, l'élection présidentielle est au cœur de notre système démocratique. Rencontre d'un homme avec le peuple comme le résumait le Général de Gaulle, et comme la plupart des candidats depuis l'ont redit, cette élection donne aux citoyens le pouvoir unique de choisir la personne qui dirigera la République Française. Le peuple demeure le souverain.

Par le pouvoir d'élire ses représentants ou même son souverain temporaire, le peuple choisit celui qui pourra le mieux interpréter ses désirs.

Selon Hobbes, le bon monarque est celui qui interprète le peuple. Nombre de politologues pensent que c'est le « haut » qui fait le « bas », mais on peut aussi penser que le président élu est celui qui se fonde le mieux dans le creuset imaginaire de son peuple, et que donc c'est aussi le bas qui fait le haut.

Alors que nous sommes un régime parlementaire, l'élection des députés se fait en référence à la position du Président de la République, pour le soutenir dans son projet ou le contredire et alors imposer une cohabitation.

Pour Stéphane Rozès, la présidentielle a vocation à réactiver l'imaginaire de la société dont les candidats sont les acteurs. Chaque peuple à une « âme ». C'est une façon de se représenter le réel et de s'y représenter. Les anglais, les allemands ne se la représentent pas de la même façon que nous. C'est une incarnation de ce peuple souverain, dont beaucoup de philosophes politiques ont débattu

et dont se revendiquent la plupart des politiques.

Dans cette circonstance, les pays agissent par le bas et non par le haut comme le croient trop de commentateurs. C'est vrai pour tous les pays. François Hollande parlait de la France comme d'une âme. Selon Stéphane Rozès, cette âme des peuples a une existence (valeurs, histoire, langue, etc.) et une certaine pérennité, même si certaines de ses caractéristiques peuvent évoluer. C'est pourquoi on se trompe en affirmant que l'économie commande au peuple et que le gouvernement des hommes se fait par le gouvernement des choses.

La France se pense à la fois par rapport au réel et à un projet universel qui serait dans ses « gênes ». Cela explique son caractère souvent déprimé en raison de l'écart du réel avec le projet souhaité. Dans cette construction mentale, les émotions se conjuguent avec la raison, constituant un surmoi. C'est donc toujours le gouvernement des hommes qui vient en premier et non celui des choses.

La France se projette dans le temps, dans l'espace. Le projet européen est en panne, l'espoir du progrès paraît se réduire : vers quoi aller ? Et pour quoi ? Alors que les anglais sont plutôt dans le combien et les allemands dans le comment, les français veulent se donner une direction.

Dans cette crise quasi existentielle, les français sentent leur identité remise en cause, certains tournés vers un passé, les autres vers le futur. L'Europe est au cœur de ces interrogations. Revenir en arrière ou aller de l'avant ?

Pour gagner l'élection, il faut tenir un discours prospectif, mais aussi s'appuyer sur les qualités

¹- Président de CAP, professeur à Sciences-Po, HEC, ancien directeur de CSA.

et la diversité des français, redonner de l'espoir, revivifier la citoyenneté, le désir de République. Hollande avait gagné parce que partant du réel, il avait promis de conserver le modèle social contre un certain libéralisme. Mais il n'y avait rien de « normal » dans cette image qu'il donnait. Aujourd'hui'hui, la question existentielle de la France est en jeu. La renaissance de la France peut-elle se faire sans l'Europe, contre le monde ?

Paradoxalement le peuple est souverain et il se projette dans une forme d'absolutisme politique. Mais celle-ci n'exclut pas nécessairement la diversité : ce qui peut être gagnant, c'est faire de cette diversité du commun, du solidaire. S'il puise ses sources dans son histoire, dans la nation, il n'y est pas nécessairement borné. Le peuple peut au

contraire soigner ses « passions tristes », qui replient, en souhaitant l'arbitrage du juste et du bon à un niveau international, et pour commencer à l'échelle de l'Europe. Y construire une « vision partagée des futurs souhaitables et possibles pour chaque pays et pour la planète ».

C'est toute la force et toute l'ambiguïté de l'élection présidentielle française : Rétablir un lien vertical dans une société globalisée où tout concourt à construire de l'horizontalité.

Synthèse par Bernard Wolfer

On lira notamment de Stéphane Rozès : L'Imaginaire National à l'épreuve, Revue Commentaire, N°157 p. 131-135.

Plénière du 14 juin 2017

UNE VIEILLE HISTOIRE DE REPRÉSENTATION POLITIQUE OU COMMENT LA FRANCE S'INVENTE AVEC LA DÉMOCRATIE

Hervé Le Bras¹

• D'OU SORT LE VOTE MACRON ?

Le 14 juin 2017 Hervé Le Bras a présenté au Cercle Condorcet de Paris une analyse des résultats de l'élection présidentielle qu'il a intitulée « Territoires de l'élection présidentielle. D'où sort le vote Macron? ».

Ce titre exprime clairement la méthode adoptée par le démographe qui a conduit de longue date à une recherche sur la géographie politique de la France révélée au grand public par la publication avec Emmanuel Todd en 2012 de « L'invention de la France. Atlas

anthropologique et politique » L'éclairage sur le vote Macron proposé le 14 juin relève de la même méthodologie que cet ouvrage élaboré à partir d'une cartographie très fine des comportements politiques puisqu'elle est établie au niveau des cantons. Il s'est aussi appuyé pour cette intervention sur la confrontation aux résultats des élections présidentielles antérieures: Mitterrand et Sarkozy, dans le même espace géographique.

Pourquoi cette importance donnée dans l'analyse des comportements politiques à la base territoriale dans son expression la plus restreinte pour une élection nationale: le canton?

Elle repose chez Hervé le Bras sur une hypothèse centrale de sa recherche énoncée en quatrième de couverture de son ouvrage : «la nation française n'est pas un peuple mais

¹- Hervé le Bras est démographe, chercheur émérite à l'Institut national d'études démographiques (INED) et historien enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Diplômé de l'École Polytechnique et titulaire d'un DEA de mathématiques économiques il fut également statisticien en neurolinguistique à l'INSERM de 1967 à 1970.

cent et ils ont décidé de vivre ensemble». On peut admettre avec Hervé Le Bras le caractère volontaire de ce processus si l'on se souvient de la Fête de la Fédération, grand moment de la Révolution de 1789. Ce qui lui permet d'écrire « Chacun des pays de France a sa façon de naître, de vivre, et de mourir ». « Il ne saurait y avoir retour à une homogénéité perdue parce que l'homogénéité n'a jamais existé ». En quoi évidemment ces travaux de géographie électorale contredisent la thèse de l'identité nationale.

La question posée par l'analyse du vote Macron d'avril 2017 était donc de savoir si cette élection avait modifié cette permanence des comportements politiques.

L'analyse proposée le 14 juin par Hervé Le Bras confrontée aux résultats des élections présidentielles précédentes : Mitterrand / Sarkozy, Hollande / Sarkozy confirme la permanence des comportements quoiqu'ils ne concernent plus les mêmes entités politiques.

L'affrontement est ici entre deux candidats qui ne sont pas portés par les partis de gouvernement traditionnels mais l'opposition à la candidature de Marine Le Pen incarnée par Emmanuel Macron ne remet pas en cause leurs choix essentiels au premier rang desquels l'appartenance à l'Union Européenne et l'euro, mais leur mode de gestion.

Il faut souligner que si conformément aux hypothèses de départ l'analyse s'intéresse à la pratique catholique mesurée en nombre de «messalisants» elle prend autant en compte les revenus individuels médians (valeur du milieu de la distribution des revenus) et le prix du m² du logement en 2014 dans les territoires étudiés .

Le vote Macron a été également confronté au vote Fillon. L'ensemble des résultats par canton présentés sous forme de diapositives par Hervé Le Bras est visible sur le site du Cercle Condorcet avec ses commentaires appuyés par la cartographie. On reprendra ici

les conclusions de ses analyses par grandes zones de territoires.

Au premier tour de l'élection présidentielle le vote Macron exprimé en pourcentage du total vote Macron + vote Le Pen représente plus de 70% des votes exprimés à Paris et en Bretagne. Il est largement majoritaire à l'Est du Massif Central et dans le Sud-Ouest. Ce choix est maintenu au second tour.

Ces votes confirment la stabilité des comportements entre les différentes élections en ce sens qu'il s'agit d'un candidat s'inscrivant dans la continuité des grandes options politiques notamment européennes.

On peut noter des différences par canton dont les variations ont une incidence sur la représentation parlementaire mais les grandes zones restent constantes : Paris apparaît ainsi entouré d'une ceinture de Le Pen dans les communes de l'Île de France se substituant à l'ancienne ceinture rouge coïncidant avec la densité de la présence d'immigrés mais elle exprime aussi selon Hervé Le Bras la synthèse de quatre situations difficiles et souvent cumulées : jeunes sans diplôme, chômage, pauvreté, familles monoparentales.

Ces mêmes situations se retrouvent dans les territoires où le vote Le Pen est majoritaire, dans les anciens cantons industriels du Nord-Pas de Calais et de l'Est en particulier comme dans ce les Bouches du Rhône.

Le vote Macron ne révèle donc pas une mutation radicale des choix politiques bien qu'il s'inscrive en dehors des partis jusqu'ici prépondérants dans la vie politique française mais il traduit à la faveur d'un renouvellement important du personnel politique la constance d'une préférence majoritaire pour des forces politiques de gouvernement.

Ces conclusions vérifient, sans qu'il l'ait particulièrement souligné dans son intervention, la thèse d'Hervé Le Bras et Emmanuel Todd : la permanence des

orientations politiques dans les territoires de la République traduit en termes actuels la présence de représentations mentales

héritées de l'histoire longue.

Synthèse par Françoise Renversez
membre du Cercle

Plénière du 12 septembre 2017

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN QUESTIONS

Michel Cabirol

• LE CONTEXTE GLOBAL

La transition écologique est sans doute le défi collectif le plus important et le plus complexe que l'humanité ait jamais eu à résoudre (l'autre défi récent, celui de la maîtrise de l'armement nucléaire, était plus simple à de nombreux égards).

L'Allemagne et l'Europe sont ébranlées politiquement par la venue de quelques millions de réfugiés extra-européens : que se passera-t-il si l'Europe, suite aux effets négatifs du dérèglement climatique, devait accueillir 50 voire 150 ou 200 millions de réfugiés en provenance d'Afrique ou d'Asie?

La transition énergétique constitue le point central de la transition écologique. Si on veut éviter la facilité des effets de tribune ou des vœux pieux, il faut dresser un constat lucide de la situation actuelle puis réfléchir aux aménagements nécessaires à apporter à notre mode de vie ainsi qu'aux mesures politiques et financières à mettre en œuvre pour modérer les effets néfastes de l'évolution du climat.

• L'ÉNERGIE DANS LE MONDE

Le constat est clair :

- Même si la production d'énergie croît moins vite que l'économie mondiale (2,9% par an entre 1973 et 2014), elle a continué à croître de 1,9% par an sur cette période. -Malgré les efforts et les investissements notamment dans les énergies renouvelables, les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz)

représentaient en 2014 encore 81% de la production mondiale d'énergie et elles sont encore en croissance.

- Cette situation s'explique par la bonne adéquation des qualités de chaque énergie avec un type d'usage. Par exemple, le pétrole est bien adapté aux besoins du transport.

- La consommation entre 1973 et 2014 a crû de 1,7% par an soit moins que la production ce qui traduit une inefficacité croissante du système : en 2014, l'énergie produite et non consommée représentait 32% de la production d'énergie (essentiellement en relation avec la production d'électricité).

- Les besoins des consommateurs varient fortement dans la journée et dans l'année d'où un sujet majeur lié au stockage de l'électricité et à l'intermittence de la production de la plupart des énergies renouvelables.

- Enfin, l'indépendance énergétique est très difficile à mettre en œuvre sauf pour quelques pays richement dotés comme les USA et la Russie (ou la Chine à un degré moindre).

Les considérations géopolitiques sont donc très présentes dans ce secteur. Toutes les solutions pour améliorer le système (production éventuellement décentralisée d'énergie renouvelable, stockage, ...) doivent être creusées mais aucune solution n'est viable sans une évolution de la consommation.

La consommation mondiale d'énergie a crû de 1,7% par an entre 1973 et 1984 avec un maintien du recours aux combustibles fossiles. Il sera difficile de diminuer la

consommation mondiale car 1,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 2,4 milliards de personnes n'ont que de la biomasse (notamment du bois) pour faire cuire leurs aliments.

Le rattrapage nécessaire du niveau de vie des pays émergents des pays les moins avancés plus la croissance de la population impliquent une croissance de la consommation mondiale d'au moins 10% voire 30% d'ici à 2050. Ces chiffres impliquent une modération significative de la consommation des pays les plus riches. Cette maîtrise passe par la mise en œuvre de plans spécifiques d'économies d'énergie par utilisation.

• LA SITUATION DE LA FRANCE

La France présente un profil énergétique particulier (avec quasiment 50% de son énergie consommée sous forme d'électricité et quasiment 50% sous forme de combustibles fossiles) qui en fait un bon élève quant au rejet de gaz à effets de serre. L'usage de l'électricité y est plus répandu qu'ailleurs et cette électricité est surtout d'origine nucléaire.

Ceci place donc la France face à une alternative stratégique particulière en ce qui concerne les énergies renouvelables :

- Soit les énergies renouvelables servent à remplacer l'électricité d'origine nucléaire et la France continue à consommer des combustibles fossiles notamment pour le transport
- Soit les énergies renouvelables servent à substituer les combustibles fossiles (via notamment l'utilisation de modes de transports fonctionnant à l'électricité) et il faut maintenir en service le parc nucléaire.

C'est ce dilemme qui a conduit récemment Nicolas Hulot à repousser la baisse à 50% de la part du nucléaire dans la production électrique de 2025 à une date ultérieure (2035 voire après).

Les problèmes liés au changement climatique et à l'inefficacité du système représentent aussi des opportunités pour la France (production locale d'énergie, énergies renouvelables, filières industrielles, démantèlement des centrales nucléaires, ...) qui pourraient créer des centaines de milliers d'emplois non délocalisables. Il faudra toutefois gérer la décroissance massive de l'emploi dans l'industrie automobile thermique qui sera substituée par des transports en commun et des voitures électriques.

Les meilleurs plans d'économie d'énergie ne seront pas à la hauteur des enjeux si les citoyens des pays riches ne modifient pas significativement leur comportement :

- Bien sûr, au niveau de la consommation, utilisation de transports en commun et baisse de la consommation de viande ;
- Mais aussi dans l'acceptation de l'implantation d'éoliennes ou de barrages près de chez soi ou bien dans la mise en place d'une fiscalité plus écologique.

• QUELQUES CONCLUSIONS

L'énergie est un domaine complexe où les décisions n'ont un impact sensible qu'à long terme. Il n'existe pas de solution simple à court terme.

La transition énergétique nécessitera une volonté politique (investissements, fiscalité, ...), l'aboutissement de projet de R&D¹ importants et des changements de comportement.

La transition énergétique ne peut être traitée qu'au niveau mondial et elle impliquera des transferts financiers massifs du Nord vers le Sud pour aider les pays émergents qui sont les plus peuplés.

Michel Cabirol

¹. Recherche et Développement

LA SCÈNE ALLEMANDE APRÈS LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Hans Stark¹

« La campagne est longue, terriblement longue. Il ne se passe absolument rien ! Les partis poursuivent leur campagne, sans faire de vague, et tout le monde attend le résultat qui semble déjà écrit : Angela Merkel devrait être réélue pour un quatrième mandat de chancelière ». Ainsi parlait le représentant permanent de France 2 en Allemagne au mois de septembre dernier, à quelques jours des élections.

Cette campagne électorale qu'Hans Stark nous a décrit comme « ennuyeuse » et théoriquement « dépourvue de suspens » a débouché, pour l' éminent professeur de civilisation allemande, sur la plus grande crise institutionnelle du pays depuis la chute du mur de Berlin.

• LES RÉSULTATS

Si la CDU, qui a obtenu 33% des voix n'a pas si mal résisté, distançant son premier concurrent, le SPD, de 13 points malgré l'usure du pouvoir, mais loin des 41,5% précédents, le SPD, en chute de 5,2% a réuni 20,5% des votes, son plus mauvais score depuis 1949.

Dans le même temps, le parti d'extrême-droite AFD, a atteint 12,9%, progressant de 8 points depuis 2013 et les libéraux du FDP 10,7%, tandis que le parti d'extrême-gauche Die Linke se maintenait à 9,2%, séduisant les jeunes mais pas les ouvriers, les Verts obtenant quant à eux 8,9 %.

Au total, les deux grands partis traditionnels ont beaucoup perdu, passant de 81,3 à 53,4%

des voix entre 1987 et 2017, ouvrant la voie à une instabilité politique inconnue jusqu'alors outre-Rhin.

Pour Hans Stark, le SPD a fait l'essentiel du travail depuis des années et c'est pourtant Madame Merkel qui a engrangé la popularité. Les propositions des sociaux-démocrates ont été nombreuses : mise en place du salaire minimum, notamment, et coup de pouce aux retraites des femmes qui n'ont pas suffisamment cotisé mais il y a néanmoins des raisons structurelles qui incitent à s' éloigner de leur parti et parmi celles-ci, l'héritage des lois « Hartz » de Gehrard Schröder, difficile à porter.

Les jeunes vont le plus généralement vers les extrêmes de gauche et de droite. L'AFD obtient 27% en Saxe et 20 à 22% dans les nouveaux Länder de l'Est contre 10% seulement à l'Ouest, à l'exception de la Bavière où ce parti reste très fort. Dans ce contexte, 59% des Allemands disent ne pas savoir ce que défendent les Sociaux-démocrates.

Les élections allemandes ont lieu à la proportionnelle et il revient au Parlement de désigner le Chancelier sur proposition du Président. A ce stade, rien n'est donc assuré pour Angela Merkel qui aura nécessairement besoin d'une coalition pour conserver son poste de Chancelière.

• LES PARTIS

La CSU et le SPD ont été pénalisés par l'émigration. Le CSU l'a été tout particulièrement en Bavière, là où passent les principaux flux migratoires.

Que pensent les Allemands de l'AFD ?

¹-. Hans Stark chercheur à l'IFRI et Directeur du Comité d'études des Relations Franco-Allemandes (CERFA) est professeur à l'Université Paris-Sorbonne.

Malgré les 12,9% recueillis, 49% d'entre-eux estiment que c'est ce parti qui a le plus contribué à ancrer l'idée de l'insécurité dans le pays : 37% pensent que l'AFD a raison de vouloir diminuer l'influence de l'Islam et limiter l'accueil des réfugiés mais, dans le même temps, 87% estiment néanmoins qu'il ne se démarque pas suffisamment de l'extrême-droite.

Sur ce même sujet, Angela Merkel divise aussi les Allemands. Cinquante six pour cent désapprouvent sa politique migratoire malgré le fait qu'elle n'aura concerné au plus, que 200 000 personnes. Il y a en cela, des conséquences postérieures : les gens vont vers les grandes villes, à Berlin notamment tandis que le Brandebourg, à l'Est, devient un désert pourvu d'une faible couverture médicale et éducative. En ville, les loyers ont flambé et les locataires, nombreux en Allemagne, partagent les quartiers populaires avec les réfugiés.

Une majorité d'électeurs trouvaient que 12 ans de gouvernement Merkel suffisaient mais 50 % ont néanmoins voté pour elle car elle a su ouvrir au Centre avec la sortie du nucléaire, la modernisation du pays, en permettant la reconnaissance des minorités homosexuelles avec le mariage pour tous, se différenciant ainsi des Chrétiens-démocrates traditionnels alors que l'AFD veut défendre des valeurs patriotiques du type travail, famille... trop ouvertes sur l'extrême-droite.

Quant au SPD, les 2/3 des Allemands estiment qu'il n'a pas su marquer sa différence et définir clairement son rôle au sein de la coalition. Cinquante neuf pour cent des Allemands pensent aussi que Martin Schulz n'a pas été un candidat convaincant. Il a tardé à accepter la présidence du SPD, n'a pas bien vu venir les élections régionales et a raté en cela le début de la campagne électorale.

Ainsi, 21% des ouvriers 13% des employés, 11% des retraités et 22% des chômeurs ont

voté AFD malgré le fait que ce parti n'ait aucun programme économique convaincant. Un million d'électeurs chrétiens-démocrates, 500 000 électeurs habituels du SPD et 430 000 de Die Linke en fait autant, soit une même proportion droite-gauche que d'anciens abstentionnistes, 1 300 000 environ, issus souvent de milieux très défavorisés. La hausse du taux de participation globale de 73 à 76% est majoritairement due à ce retour.

La progression très nette des libéraux (5,9%) est due pour une bonne part au charisme et au côté médiatique de son nouveau chef, Cristian Lindner, jeune et beau. comme Macron, Renzi, Trudeau... Électeurs revenus de la CDU et sociaux-démocrates ont voté étonnamment pour le FTP.

• QUELLE COALITION ?

Les allemands auraient préféré à 60 % une coalition entre Chrétiens-Démocrates et Verts mais avec seulement 42% des voix, cette coalition n'obtiendrait pas la majorité requise.

Autre coalition envisageable : Rouge-rouge-verte, c'est à dire SPD, Die Linke et Verts. Cette coalition a déjà été majoritaire au parlement entre 2013 et 2017 mais n'a pas renversé pour autant Madame Merkel, le courant passant difficilement entre le SPD et Die Linke dans deux domaines majeurs : l'international et le militaire. Die Linke, résolument pacifique refuse toute action militaire étrangère, y compris l'envoi de casques bleus via l'ONU et est considéré comme trop pro-Russes par le SPD.

La coalition dite de feu : rouge-jaune-vert n'obtiendrait pas la majorité mais trente pour cent des Allemands soutiendraient la coalition dite « jamaïcaine » : noir-jaune-vert. qui pourrait voir le jour d'ici quelques mois.

Dans ce contexte, Die Linke divise un peu les Allemands. S'ils conviennent que ce parti est celui qui s'engage le plus pour les faibles et défavorisés et considèrent que son discours est franc, 80% d'entre-eux pensent que ses dirigeants sont incapables de résoudre les problèmes. 55% pensent que ce parti est trop radical pour participer à un gouvernement au niveau du Bund. L'impossibilité de financer ses propositions irréalistes pose de gros problèmes au SPD pour envisager de gouverner avec ce parti.

Par ailleurs, 56% des électeurs de la CDU auraient aimé continuer avec la grande coalition (CDU - SPD - CSU). Le choix s'avère dès lors limité entre cette "grande coalition" et la coalition dite "jamaïcaine ».

La grande coalition ? Le SPD n'en veut pas. Il pourrait revenir certes sur sa position mais Martin Schulz étant resté à sa tête et ayant pris la décision de refuser, on conçoit mal qu'il puisse revenir sur sa décision. Il faudrait donc passer par un psychodrame à l'intérieur du SPD pour lui permettre de préserver son autorité.

La coalition « jamaïcaine » verra peut-être le jour, bien qu'elle soit très difficile à mettre en musique car il s'agit en fait d'une coalition à quatre : la CDU et la CSU sont deux partis, l'un en Bavière, l'autre sur le reste du pays. Tout les oppose en matière économique et sociale mais, il faut le souligner, à l'intérieur du cadre républicain : les Verts veulent aller nettement plus loin notamment quant à la relance de l'Europe par le biais d'un renforcement des institutions politiques de la zone monétaire, ce que ne veulent pas les autres, et sont pour une politique d'émigration active alors que la CSU plaide pour un quota annuel à ne pas dépasser.

Les Verts, préconisent par ailleurs la fin du diesel et même de l'essence d'ici 2030, ce qui pose à l'évidence problème en Bavière avec BMW, au Bade-Wurtemberg avec Mercedes et en Basse Saxe avec VW. Cette coalition a néanmoins des chances de voir le jour car

personne n'a intérêt à voir le SPD passer en dessous des 20%. Si ce parti n'entraîne pas au gouvernement et que la coalition «jamaïcaine» ne se faisait pas, il faudrait procéder à de nouvelles élections, l'absence de majorité ne permettant pas de gouverner en Allemagne.

• INCERTITUDE

C'est le parti ou plus exactement le Président qui propose le Chancelier et s'il n'y a pas de coalition et donc pas de majorité, et il lui faudra organiser de nouvelles élections. En pareil cas, l'AFD qui dénonce déjà « la bande des quatre » au moins depuis 2013, les « high parti » les accusant de s'entendre sur le dos du peuple et de se partager les postes. En pareil cas, l'AFD pourrait progresser encore, tout particulièrement dans le contexte d'instabilité internationale, si les quatre principaux partis n'arrivaient pas à s'entendre.

Peut-on envisager un aussi grand pays sans gouvernement ? La Belgique a réussi cela pendant quelque temps mais la Flandre et la Wallonie disposaient de plus de pouvoir que les Länder allemands. Au niveau européen, on a attendu un an pour que les français votent et il a fallu attendre ensuite les Allemands. Désormais, il faut attendre la formation d'un gouvernement, quatre mois encore. La pression est donc forte sur ces quatre partis pour s'entendre. Il en est de la raison d'état et il n'est pas exclu que les Allemands optent pour cette coalition bizarroïde dite « jamaïcaine » ou le « consensus mou » va voler en éclat. La culture de débat a trop fait défaut, le consensus a trop dominé et les Allemands se sont ennuyés, ce qui n'est jamais bon car cela donne des arguments à l'AFD.

Le débat à venir est en cela réjouissant car il pourrait aboutir, in fine, à un compromis qui permettra de gouverner jusqu'aux élections de septembre 2021.

— Synthèse par Jean-Michel Eychenne
membre du Cercle

HOMMAGE A FRANÇOISE HERITIER

• LE GAI SAVOIR

Françoise Héritier nous avait fait l'honneur de venir débattre avec nous le 5 juin 2013. C'était au moment des grands affrontements autour de la loi dite « mariage pour tous ». Nous lui avions demandé de nous aider à « penser les rapports de genre, de sexe et de filiation dans notre monde moderne », bien conscients qu'ils sont des constructions sociales et non des objets de nature.

Dans un exposé brillant, elle nous avait expliqué les origines de la domination du corps des femmes par les hommes, sous toutes les sociétés, allant au delà de la prohibition de l'inceste définie par Claude Lévy Strauss.

Son fameux concept de valence différentielle des sexes ne résulte pas disait-elle, de la nature différente des hommes et des femmes, mais de la réflexion des hommes sur la différence liée à l'enfantement par les femmes : seules les femmes enfantent des êtres de corps identiques ou différents d'elles-mêmes.

Deux butoirs de la pensée humaine : la néoténie de notre espèce, qui exige un temps long d'élevage, et le fait que parents et aînés, naissant avant les cadets, en tirent une supériorité. La femme, considérée comme le simple réceptacle de la semence masculine, est de cette façon considérée comme cadette, inférieure dans la plupart des sociétés, et dans les mythes qui les soutiennent.

Rien de cela ne vient d'un ordre naturel. Mais de conceptions du monde qui assuraient jusqu'alors la cohésion des sociétés. Mais nous disait-elle, le savoir moderne, appuyé sur les connaissances scientifiques, permet aujourd'hui

de penser le monde autrement : la contraception, la procréation médicalement assistée, la filiation sont aujourd'hui des sujets juridiques ou techniques dégagés des questions de parenté.

Les rapports sexuels ne sont plus nécessairement rapportés à la gestation. Les femmes ont ainsi acquis une liberté et un pouvoir nouveaux. Pour autant, il faut encore que cette nouvelle façon de penser les rapports de genre devienne acceptée par la société. Ce n'est pas encore tout à fait le cas.

Françoise Héritier nous avait parlé avec beaucoup d'enthousiasme, de chaleur, d'optimisme, même si elle considérait que les pensées nouvelles ne sont jamais facilement acquises. Les discussions avaient été animées. Les questions fortes et les réponses parfois étonnantes. Ainsi de la possibilité d'échanges généralisés qui naturaliseraient les rapports de genre entre personnes sans obligations de genres ou de parentèle.

Françoise Héritier avait une façon simple et gaie pour expliquer et démontrer des choses difficiles. Une certaine qualité pour désarmer les querelles les plus violentes.

Ses derniers livres témoignent de son plaisir de vivre et des choses simples qui l'ont accompagnées. Malgré la souffrance que lui occasionnait sa maladie, elle était venue nous voir, dans notre « catacombe » de la rue Récamier. Une vingtaine de marches difficiles pour elle. Elle m'avait dit être heureuse d'être venue, mais que c'était sans doute la dernière fois qu'elle acceptait ainsi une conférence.

Bernard Wolfer

Lettre du Cercle Condorcet de Paris, 3 rue Récamier-75341 Paris Cedex 07, Tel: 01 44 67 98 93
Email : frcs.le-berre@orange.fr Site: cercle-condorcet-de-paris.org
Directeur de la publication : Bernard Wolfer Impression : Dejalink
Responsable de la rédaction : Jean-Michel Eychenne